

2014

et si on osait révolutionner nos mentalités ?

L'année 2013 se termine, et malgré la fatigue, nous avons le sentiment d'être beaucoup intervenues sur la scène publique, comme en interne, sur l'urgence de faire reculer le sexisme.

Nous avons tenté de faire partager notre conviction, celle que le féminisme est le vecteur de toute transformation sociale. Ce fut même l'objet d'une contribution au Congrès, *Le féminisme ne tue pas*, qui a été intégrée dans les documents de préparation. Des formations ont été organisées dans des sections et des fédérations. L'Union des étudiants communistes (l'UEC) a été particulièrement active, notamment en organisant, dans plusieurs facs, une semaine féministe autour du 8 mars. Et puis, parce que pour certains les problèmes sociétaux seraient secondaires par rapport aux grandes questions économiques, nous avons sorti une brochure, en collaboration avec la Fondation Gabriel Péri, intitulée : *Et si les femmes révolutionnaient le travail ?*

Réflexion, mais également actions, pour remettre en cause tous les mécanismes qui entretiennent les femmes dans un statut de subordination. Ainsi, nous avons profité des moments symboliques, comme le 8 mars et le 25 novembre, pour manifester notre colère et faire partager nos propositions.

Parallèlement, nous nous sommes inscrites dans les campagnes du PCF pour nous attaquer, notamment, aux questions de précarité et de flexibilité qui touchent majoritairement les femmes. Totalement impliquées dans le Front de gauche féministe, nous avons marqué de notre présence nombre de manifestations et de rassemblements. C'est dans cet esprit unitaire qu'a été élaborée la manifestation des femmes contre l'austérité en juin dernier. Malheureusement, nous ne parvenons pas à lui donner les prolongements souhaités, même si nous avons participé à l'action du 14 décembre contre les bas salaires et les conditions de travail des salarié-e-s du commerce.

Au-delà de notre pays, nous sommes également intervenues au niveau européen, au travers du réseau féministe du PGE, *EL-Fem*, ainsi qu'au niveau international.

Il reste beaucoup à faire pour que le Parti communiste agisse sur tous les terrains en « chaussant des lunettes féministes ». Les élections municipales et européennes doivent en être l'occasion.

Je fais mienne la déclaration de Louise Michel : « *La femme de demain ne voudra ni dominer, ni être ni dominée.* »

Bonnes fêtes à toutes et à tous et à l'année prochaine.

Laurence Cohen



Féminisme Commu

sur le site du PCF
www.pcf.fr/femmes

commission

Droits des femmes/féminisme

DÉCEMBRE 2013

Activité de la commission nationale

Échanges et décisions
de la commission nationale Page 2

Prostitution :
abolition de l'esclavage Page 4

El Fem-réseau féministe du PGE :
ensemble faisons front
contre le patriarcat Page 5
Communiqués Page 6

Activité unitaire

Campagne « Égalité maintenant » Page 8

Hôpital Tenon : enfin un centre IVG Page 9

Sauver la maternité des Lilas :
appel des élu-e-s Page 10

Vœux 2014 Page 14



RÉUNION DE LA COMMISSION NATIONALE échanges et décisions

ÉLÉMENTS D'INTRODUCTION DE LAURENCE COHEN

L'actualité politique de ces derniers mois montre à quel point la mobilisation est nécessaire et doit s'amplifier. Le gouvernement Ayrault continue, hélas, à remettre en cause les acquis sociaux : réforme des retraites, un budget 2014 des plus inquiétants avec pour la santé une économie de 600 millions d'euros demandés aux hôpitaux publics déjà exsangue.

Les conséquences négatives de la suppression de la demi-part fiscale pour les veuves et les femmes ayant élevé seules leurs enfants et la réforme des allocations familiales ne laissent présager rien de bon. Parallèlement, des actes politiques qui visent à affirmer l'urgence d'atteindre l'égalité femme/homme sont pris par la ministre des Droits des femmes. Ainsi de la loi dite globale du gouvernement votée par le Sénat le 18 septembre et qui viendra en débat courant janvier à l'Assemblée nationale. Nous dénonçons, dans le bulletin du mois dernier, les insuffisances de cette loi et appelons à prendre des initiatives – pétitions, lettres aux député-e-s, etc. – avant que celle-ci ne revienne en débat en seconde lecture.

Après la tenue de notre commission, conformément à l'appel dont nous étions signataires, nous avons manifesté, le 23 novembre, aux côtés des associations féministes et du collectif *Abolition 2012* pour rappeler à la ministre des Droits des femmes et à son gouvernement que si dans la loi globale qu'elle propose il y a de petites avancées pour les victimes de violences, nous sommes loin de ce qui est réellement nécessaire pour éradiquer un tel fléau. Nos parlementaires au Sénat comme à l'Assemblée nationale ont donc redéposé la loi-cadre remise à jour par le *Collectif national droits des femmes*.

Récemment est venue en discussion et votée à l'Assemblée la loi contre le système prostitutionnel pour laquelle nous nous étions mobilisées. Nous nous réjouissons que la majorité des parlementaires, dont notre groupe, ait tenu bon. La France, après s'être déclarée abolitionniste en signant les conventions de l'ONU, s'engage réellement au travers d'une loi et rejoint les pays comme la Suède, la Norvège dans la lutte pour l'abolition de la prostitution.

Élections municipales

Elles portent désormais la marque de la parité puisqu'en France près de la moitié des conseillers-

ères sont des femmes. Mais, elles ne représentent hélas que 17 % des maires et 18 % des exécutifs, pour 40 % d'hommes. Ces élections se situent dans une période politique contrastée. Le vote FN progresse chez les femmes, il est aujourd'hui plus important que celui des hommes. N'est-il pas la conséquence directe des promesses non tenues par un gouvernement socialiste/ EELV qui va de renoncements en renoncements ?

Pour lever les obstacles, pour faire renaître l'espoir, il nous faut multiplier les initiatives de terrain, répondre aux attentes populaires trop méprisées aujourd'hui. Associer les citoyennes et les citoyens à l'élaboration des projets pour leurs villes, construire ensemble habitant-es, candidates et candidats, et montrer ainsi une autre image de la politique.

En fait, il ne doit pas y avoir de rupture de rythme entre les luttes contre les licenciements boursiers, pour la réforme des retraites, pour ne prendre que ces deux exemples emblématiques et la campagne des municipales. C'est dans les luttes que se forge l'envie de travailler ensemble, et ce sont les femmes et les hommes, qui se mobilisent contre ces mauvais coups qui peuvent être les éléments ressources pour constituer, aux municipales, des listes de large rassemblement. La belle, rebelle marche du 1er décembre pour exiger une réforme profonde et beaucoup plus juste de la fiscalité fait partie des éléments du rassemblement pour une gauche populaire.

Je veux aussi attirer l'attention sur la construction des listes. Attention sur tous les territoires à la manière dont nous construisons la parité. Les femmes élues ont besoin d'être soutenues (compte tenu du patriarcat ambiant) et le statut de l'élu doit être une exigence majeure pour tous et toutes. À noter, le recul de notre organisation politique dans le peu de femmes têtes de listes. Un artifice a été utilisé en nommant des binômes ! On est en droit d'attendre autre chose d'un parti révolutionnaire. Enfin, il nous faut réfléchir ensemble à ce que nous voulons donner à voir le 8 mars 2014.

Élections européennes

Elles se situent juste après les municipales. On pourra s'appuyer sur la convention européenne tenue le 16 novembre dernier et le congrès du PGE avec l'assemblée des féministes.



commission nationale

LA DISCUSSION

Les intervenantes ont toutes souligné les difficultés de la période. Malgré tout, elles soulignent aussi les éléments encourageants qu'elles perçoivent en ce qui concerne une certaine progression des mentalités en matière d'égalité femmes/hommes. Des témoignages confirmés par la publication du sondage dans la NVO où les personnes interrogées répondent à 53 % que l'égalité femme/homme doit être une action syndicale prioritaire. Comme quoi cette exigence d'égalité portée par les militantes politiques, syndicales, associatives commence à abattre le mur du silence.

Cette question doit nourrir les projets municipaux, à commencer par l'action pour le maintien des hôpitaux et des centres IVG, la mise en place de centres de santé ou l'élargissement de leurs compétences, l'engagement sur des avancées en matière d'égalité professionnelle pour les personnels des collectivités territoriales. Les militantes parisiennes travaillent à un tel projet.

À quelques jours de la marche pour révolutionner la fiscalité, la proposition de déclaration fiscale autonome pour les femmes salariées comme pour les hommes, dans le cadre d'une réforme fiscale, devrait faire l'objet d'une étude. De nombreuses associations féministes portent

depuis de nombreuses années cette revendication.

8 mars 2014, *Journée internationale des droits des femmes*, marquera le 70ème anniversaire du droit de vote des femmes. Élisabeth Maugars, responsable de la commission *Droits des femmes* dans l'Indre et Loire, est déjà sur la préparation d'une initiative pour rappeler l'historique de la conquête de ce droit. Aujourd'hui, ce combat doit se prolonger en faveur d'une réelle application de la parité en politique.

Le débat a cheminé sur l'idée d'en faire une initiative nationale qui se déroulerait à Tours le 1er mars 2014 – avec affiches, tracts, etc. Un film de témoignages est en cours de préparation. Il pourrait y avoir d'autres débats sur ce thème un peu partout.

Enfin, combattre l'austérité et la précarité, notamment à l'égard des femmes seules, (sans oublier les hommes) sera au cœur de la campagne **Égalité maintenant**. Le 14 décembre 2013, les féministes du Front de gauche seront donc présentes lors de l'initiative unitaire qui se tiendra devant les centres commerciaux Italie2. Nous nous adresserons aux salarié-es du commerce et aux client-e-s.

Élisabeth Ackermann



LOI VISANT À RENFORCER LA LUTTE CONTRE LE SYSTÈME PROSTITUTIONNEL

intervention de Marie-George Buffet à l'Assemblée nationale

La loi a été votée par 268 voix pour, 138 contre et 79 abstentions.

Dans les prochaines semaines elle sera examinée au Sénat suivi d'un vote.

Espérons que cette loi sera votée dans les mêmes termes qu'à l'Assemblée nationale et pour cela la mobilisation ne doit pas faiblir

Nous vivons un moment important dans l'histoire de notre assemblée, un moment qui va compter pour l'émancipation humaine. Nous allons, je l'espère, dans quelques minutes, adopter un texte de loi qui va dire : la société doit se libérer d'un système d'exploitation et de domination : le système prostitutionnel. Nous allons enfin faire vivre la position abolitionniste adoptée par la France en 1960. Nous répondons ainsi positivement aux 55 associations regroupées dans le collectif *Abolition 2012*.

Cette loi représente, d'abord, une nouvelle étape dans la libération des femmes, qui, nous l'avons rappelé tout au long de notre très riche débat, constituent plus de 85% des personnes prostituées. Car, la prostitution n'est pas « le plus vieux métier » du monde, comme certains se plaisent à le dire. Non, la prostitution n'est qu'une des plus violentes expressions du système patriarcal. Cette réalité doit être dite et nous l'avons fait dans le travail de la commission spéciale et dans cet hémicycle.

Comment appeler autrement le choix d'un individu à disposer d'un corps et de l'intimité d'un être humain au travers d'un rapport, imposé par l'argent. Dans la prostitution, il n'y a pas de contrat entre deux personnes libres, mais bien quelqu'un qui décide et quelqu'un qui subit.

Nous avons eu, dans le débat, de nombreuses interventions citant des médecins, des associations, des femmes, montrant la brutalité de cette violence, y compris à travers la parole de clients. Cette loi va donc aider toutes celles et tous ceux qui veulent en sortir avec des mesures permettant à chacune et chacun de reprendre sa place dans la société.

La prostitution, c'est aussi la traite des êtres humains, un trafic mondial très lucratif pour les réseaux qui l'organisent. Il génère un profit annuel de 32 milliards d'euros, avec un « chiffre d'affaires » annuel de 3 milliards d'euros en France.

On ne parle donc pas ici de rapports humains, mais de rapports de domination marchands, basés sur la violence. Et c'est contre cela que nous combattons. C'est pour cela que nous inversons la charge de la culpabilité en la faisant désormais porter sur ceux qui profitent de ce système inhumain : d'abord les réseaux de traite, les proxénètes mais aussi les clients qui à 99% sont des hommes.

Cher-e-s collègues,

Nous ne parlons pas d'une situation virtuelle où la « prostitution serait libre » et où les personnes prostituées feraient le choix de vivre de « leurs charmes » ! Non, nous parlons d'une réalité sordide qui, comme le dit si bien l'association *Zéro macho*, porte aussi atteinte à la dignité des hommes. Car loin de participer à leur liberté sexuelle, cela les enchaîne à une conception de la sexualité empreinte de frustration et de domination.

Sans client, il n'y a pas de prostitution, sans demande, pas besoin d'organiser le commerce humain. Pour abolir ce système inhumain, il faut donc responsabiliser ceux qui font le choix de l'utiliser. C'est pour cela que nous décidons de pénaliser celui qu'on appelle le client. Pour que la société ait les moyens de poser l'interdit de la marchandisation des corps et d'avancer ainsi vers plus d'émancipation humaine.

Ce n'est ni la morale ni la volonté d'une société régimentaire qui nous anime. Mais une volonté émancipatrice. Car la liberté ne s'achète pas. Comme elle n'est pas non plus synonyme de propriété, surtout lorsque l'on parle d'humanité ! Dans le domaine de l'acte sexuel comme dans d'autres, les êtres humains ont droit à d'autres rapports que ceux guidés par la loi du plus fort, par la loi du tout marchand.

Nous avons donc à faire un choix politique. Non pas, je le répète, au nom de la morale, mais à partir d'une conception que nous avons de la société et du sens que nous voulons lui donner.

Et ainsi nous nous mobilisons pour faire avancer les mentalités. Car, pour leurs droits, les femmes doivent pouvoir s'appuyer sur des lois pour conquérir des droits, et faire changer le regard de la société à leur égard en utilisant ces droits. Nous bousculons les représentations ancestrales enfermant les femmes dans l'image de « la maman et de la putain » telle que l'a dénoncée Simone de Beauvoir.

C'est donc au nom de la liberté de la personne humaine, au nom du droit à l'égalité des femmes et des hommes que je souhaite, avec le groupe GDR, que notre assemblée adopte ce texte. Pour faire avancer l'Humanité.



EL FEM – RÉSEAU FÉMINISTE DU PGE ensemble, faisons front contre le patriarcat

Le Congrès du Parti de la gauche européenne vient de s'achever à Madrid et ce qui a dominé, c'est la soif d'unité de tous les partis qui le composent*.

Durant 3 jours, les délégué-e-s ont dépeint la situation des populations dans leurs propres pays, et le constat était partout le même. Les recettes du capitalisme, les réponses à la crise de ce système creusent les inégalités, les injustices, le mal être. Pour s'y opposer, il faut que, partout, les rassemblements à gauche s'élargissent. Il est donc indispensable de développer des campagnes communes fédératrices de nos combats, afin d'opposer des résistances et d'ouvrir des perspectives.

Dans ce contexte, l'assemblée des femmes pouvait apparaître comme secondaire. Et pourtant, la réflexion sur l'égalité entre les femmes et les hommes a traversé bon nombre d'interventions des délégations. Pierre Laurent, dans son discours de clôture, y a fait allusion, s'engageant à faire front contre le patriarcat dans l'ensemble de l'Europe comme au sein du PGE.

Plusieurs regrets et déceptions toutefois. Seule une cinquantaine de femmes a participé à l'assemblée de EL-FEM, le réseau féministe du PGE. Ainsi, les délégations présentes n'ont pas cru bon de s'y investir. Et le sujet est apparu comme suffisamment « marginal » pour le laisser entre les mains de quelques « spécialistes » !

Il est vrai que le réseau lui-même est parcouru par des enjeux de pouvoir, ce qui n'offre pas tout l'attrait souhaitable et entraîne des difficultés. Ainsi du refus obstiné de proposer d'autres méthodes de travail, du fait du veto de Die Linke.

Malgré ces embûches, nous avons partagé la même analyse avec les Espagnoles, les Italiennes, les Grecques, les Suisses, les Belges et les Hongroises.

Et le congrès a validé une campagne contre l'austérité que subissent de plein fouet les femmes, ce qui a permis à Colette Mò et à moi-même de valoriser la manifestation de femmes contre l'austérité que notre commission avait contribué à organiser en juin dernier.

Il a également beaucoup été question du « care work » avec un texte présenté par la délégation allemande qui avait le mérite de poser le problème mais qui ouvrait sur des réponses dangereuses.

Notre participation à ce congrès comme nos échanges nous ont confortées dans le fait que nous avons besoin de travailler davantage sur les politiques qui heurtent les conditions de vie et de travail des Européennes. Cela nécessite que plus de militantes de notre parti s'investissent dans la commission nationale et n'hésitent pas à prendre des responsabilités.

Pourquoi ne pas organiser, lors de la campagne des élections européennes, une initiative sur *Austérité et femmes en Europe* en lien avec d'autres partis du PGE et le groupe GUE-NGL au Parlement ?

Les idées ne manquent pas, reste à les mettre en pratique !

Laurence Cohen

* L'attitude du PG de suspendre sa participation au PGE est un épiphénomène !

des moyens humains et financiers pour l'efficacité de la lutte contre les violences faites aux femmes

Nous nous réjouissons de la forte mobilisation lors de la manifestation contre les violences faites aux femmes. Le Parti communiste, ses militants, militantes et ses parlementaires étaient présents aux côtés des mouvements féministes et du mouvement *Abolition 2012* pour réaffirmer que la journée internationale contre les violences mérite de larges actions et une volonté politique pour éradiquer ce fléau qui tue une femme tous les deux jours et demi.

Si les mesures annoncées par Madame Najat Vallaud-Belkacem vont dans le bon sens, avec la prise en charge de formations spécifiques pour les personnels de santé, justice, police et l'augmentation du nombre d'hébergements d'ici 2017, nous avons de fortes craintes quant à

une application réelle de ces mesures compte tenu de la récession imposée par le budget 2014.

Nous avons à nouveau au Sénat déposé une proposition de loi globale contre les violences faites aux femmes élaborée et réactualisée par le *Collectif national droits des femmes*. De son côté, Marie-George Buffet, vice-présidente de la commission *Abolition du système prostitutionnel* et plusieurs collègues défendront dans l'hémicycle le projet de loi pour *Renforcer la lutte contre le système prostitutionnel*. Toutes ensemble, restons mobilisées pour faire reculer toutes les violences à l'encontre des femmes.

Laurence Cohen

responsable nationale du PCF Droits des femmes/féminisme

hommage à Lucien Neuwirth

Le Parti communiste français tient à honorer la mémoire de Lucien Neuwirth, père de la pilule contraceptive. Outre son passé de résistant, il était aussi le parlementaire à l'écoute du mouvement pour la maternité heureuse, devenu le mouvement pour le planning familial. Il se battra jusqu'au bout y compris contre son camp politique, et obtiendra le vote de la « Loi Neuwirth » autorisant la fabrication et la commercialisation de la pilule contraceptive.

Une très grande avancée, qui n'a pas seulement permis d'éviter à des milliers de femmes, des milliers de couples, des grossesses non désirées, mais a aussi transformé les rapports sexuels entre les femmes et les hommes, permettant une sexualité plus libre.

Aujourd'hui encore, nous poursuivons ce combat universel en faveur d'une contraception gratuite pour toutes et tous.

journée mondiale du sida

La Journée mondiale du sida, le 1er décembre, s'inscrit dans l'objectif de l'OMS « Objectif zéro : zéro nouvelle infection à VIH, zéro discrimination, zéro décès lié au sida ». C'est toujours d'actualité dans notre pays comme en Europe et dans le monde.

Cet objectif nécessite des actes politiques offensifs et alternatifs à l'austérité. Il faut dire que la loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 ne répondra pas à la nécessité de dégager de réels moyens à mettre en œuvre, au plus vite, pour endiguer l'infection touchant de plus en plus d'hommes et de femmes, et particulièrement les femmes en période de grossesse.

La protection sociale solidaire impose une politique volontariste contre la réduction des dépenses publiques, un engagement déterminé pour une redistribution des richesses en faveur de la prévention et la santé. C'est encore plus urgent dans la bataille contre le VIH.

Le PCF aura à cœur que les manifestant-e-s de la marche pour une réforme fiscale de gauche, contre la hausse de la TVA, arborent le ruban de lutte contre le sida.

Combattre pour une fiscalité plus juste est partie intégrante de notre engagement pour atteindre l'objectif de l'OMS contre le VIH.

droits des femmes : le Parlement européen plus réactionnaire que jamais **communiqué de presse de Jacky Hénin, député européen PCF/FdG 10/12/2013**

Les catholiques conservateurs viennent aujourd'hui de gagner la bataille qu'ils avaient lancée au sein du Parlement européen contre le rapport de Mme Estrela (socialiste portugaise), sur la santé et les droits sexuels et génésiques.

Ce rapport de la commission des *Droits de la femme et de l'égalité des genres*, présidée par mon camarade Mikael Gustafsson, rappelle :

- que les femmes et les hommes doivent pouvoir disposer de "la liberté fondamentale de décider de leur vie sexuelle et reproductive, y compris de décider s'ils souhaitent avoir des enfants et à quel moment" et de bénéficier des moyens de contraception sûrs, modernes et accessibles
- que "les coupes budgétaires en matière de santé publique restreignent encore l'accès aux soins et services de santé"
- que l'éducation sexuelle obligatoire est essentielle pour que les jeunes vivent mieux leur sexualité et pour lutter contre les discriminations de genre alors nombre de jeunes sont confrontés tôt à des contenus pornographiques en accès libre sur internet.

Ceux qui prétendent défendre les droits de la famille ont aujourd'hui voté contre un accès pour tous aux services de santé, indépendamment du revenu, de l'âge ou de la situation géographique (zone rurale) et contre les droits et les libertés des femmes.

Ce rapport n'est pas juridiquement contraignant et se contente d'établir des recommandations aux États membre. Mais pour certains députés, c'était une occasion à ne pas manquer de courir après les voix de l'extrême droite et de satisfaire des organisations comme la manif pour tous.

Alors que les droits des femmes représentent l'un des rares domaines dans lequel le Parlement européen poussait dans le bon sens, ce vote est le symbole d'une dérive réactionnaire qui gagne du terrain en Europe et au sein des institutions publiques.

La résolution alternative des groupes PPE et ECR a recueilli une courte majorité avec 334 vote pour 327 vote contre et 35 abstentions.

Site internet : <http://jackyhenin.fr/>

Facebook : Jacky Hénin, député européen PCF

monde du travail et sexisme

Sans être une révélation, le rapport publié aujourd'hui par le ministère des Droits des femmes sur le sexisme dans les entreprises françaises est bien une confirmation de ce phénomène.

Le Parti communiste dénonce et agit contre ces discriminations depuis de nombreuses années : inégalités salariales, discrimination à l'embauche, à l'évolution de carrière, absence de parité pour les postes à responsabilité, remarques sexistes quotidiennes, la liste est longue...

Au-delà du constat, il est urgent de prendre de véritables mesures pour que cessent ces discriminations :

suppression des exonérations patronales pour les entreprises ne respectant pas l'égalité salariale, signature de chartes pour l'égalité, orientation non sexuée des filières et des métiers, augmentation du nombre de places dans les structures de petite enfance.

Le Parti communiste, aux côtés d'associations féministes, œuvre pour faire sauter le plafond de verre.

2014 doit enfin être l'année de l'égalité !

Paris le 17 décembre 2013

Laurence Cohen

responsable nationale du PCF *Droits des femmes/féminisme*

STOP À LA PRÉCARITÉ

égalité des salaires femmes/hommes « maintenant »

Après Bordeaux, Lyon, Grenoble, Strasbourg, c'est à Paris, samedi 14 décembre, que des militantes féministes, syndicales et politiques ont envahi le parvis du centre commercial *Italie 2*, allant ainsi à la rencontre des salariées du commerce et des clientes sur trois questions : précarité, inégalités des salaires, travail nocturne et du dimanche.

30 organisations impliquées auprès de l'association *Femmes égalité* et du *Collectif national droits des femmes* (CNUF) étaient à l'origine de cette initiative.

Un après-midi fructueux permettant d'échanger sur les conditions salariales et sociales des salariées du commerce, les conséquences sur leur vie. Elles avaient enfin la parole et elles ont pris de leur temps pour dire combien elles partageaient les propositions mises en débat qui changeraient leur vie. Réactions plus mitigées du côté des clientes. D'ailleurs, la plupart d'entre elles découvraient au cours de la discussion le niveau des salaires dans le commerce, les conditions de travail et les horaires élastiques imposés.

À l'approche des fêtes de fin d'année, cette initiative unitaire était plus que nécessaire pour casser les idées reçues et les non dits sur leurs conditions de travail. En effet, des milliers de femmes salariées aux salaires les plus bas, sont contraintes de travailler en nocturne ou le dimanche, alors qu'il serait possible de revaloriser les métiers dits

« féminins » et d'exiger un SMIC à 1700 euros pour toutes et tous. D'une seule et même voix, nous avons dit haut et fort, « ça ne peut plus durer comme cela ». Nous avons popularisé des propositions en matière d'égalité salariale et de refus de la précarité

Dans quelques semaines, l'Assemblée nationale débattrà à son tour de la loi globale du gouvernement sur l'égalité homme/femme, l'initiative de samedi après-midi se veut aussi un rappel à l'ordre au gouvernement pour mener une politique de justice sociale : « nous ne voulons plus de miettes ».

La journée s'est achevée sur l'idée de continuer et de faire avancer les consciences vers le chemin de l'égalité entre les femmes et les hommes. Trois mille tracts ont été distribués, 250 signatures de la pétition pour la valorisation des métiers dits féminins, l'augmentation du SMIC, etc, ont été recueillies. Elles sont venues renforcer les 18 000 signatures déjà récoltées. Puis, dans la perspective d'un débat sur cette question programmé pour le 31 janvier à Paris, les féministes et communistes parisiennes ont filmé les prises de parole des organisatrices, des militantes de la CGT commerce, des salariées de ce centre commercial, des clientes, pour en faire un documentaire qui pourrait servir d'entrée en matière lors de ce débat.

Élisabeth Ackermann

HÔPITAL TENON

4 ans de luttes et enfin l'ouverture du nouveau centre IVG

2009 fut l'année de la fermeture du centre IVG de l'hôpital Tenon. Dès le départ, un collectif large et unitaire composé d'habitants du 20^e, de militants de partis politiques, de syndicats, d'associations, n'a cessé de se mobiliser pour défendre ce CIVG.

En 2011, nous avons obtenu la réouverture du CIVG. Une victoire exceptionnelle dans un contexte par ailleurs toujours dramatique, où les fermetures de maternités et de centres d'IVG (180 centres fermés en 10 ans) continuent de démanteler le service public de santé et de remettre en question les droits des femmes à l'avortement au nom de la rentabilité.

Depuis 2011, le collectif a dû s'opposer aux intégristes catholiques qui, sous prétexte de prières, sont venus chaque mois aux portes de l'hôpital pour faire pression sur les femmes, les hospitaliers, la population du 20^e, en espérant empêcher les avortements et faire passer leurs idées rétrogrades.

Le Collectif 20^e a continué à œuvrer afin que le CIVG soit un centre dédié avec des locaux accessibles, du personnel formé et permettant le choix des méthodes aux femmes. Une forte mobilisation a eu lieu le 3 octobre 2013 pour réclamer les conditions nécessaires au bon fonctionnement.

Enfin, ce 25 octobre le nouveau centre dédié a ouvert ! Des locaux réaménagés et refaits à neuf permettant d'accueillir les femmes dans un seul lieu avec du personnel formé, attentif et à l'écoute des femmes, et en augmentation.

En 4 ans, la lutte a payé, alors continuons la mobilisation pour un CIVG de qualité. Nous resterons mobilisées pour les droits des femmes, pour un hôpital public au service de la population. Restons toutes et tous mobilisé-e-s pour un centre d'IVG dans chaque hôpital public !

le Collectif 20^e/Paris

MATERNITÉ DES LILAS

appel d'élu-e-s en faveur de son maintien

La maternité des Lilas, lieu hautement symbolique, est sous le coup d'une délocalisation au Centre hospitalier intercommunal de Montreuil, signant ainsi son arrêt de mort. Cela serait une décision terrible pour le suivi de milliers de femmes, d'autant que le processus de reconstruction a été validé (avec des premiers investissements financiers...) par les autorités compétentes.

La lutte s'est immédiatement organisée, grâce au collectif de défense et aux organisations syndicales, permettant d'obtenir des soutiens très larges. De nombreux élu-e-s de gauche, locaux, départementaux, régionaux et nationaux ont exprimé leur refus de cette mort annoncée.

Malheureusement, Monsieur Claude Évin, directeur de l'ARS, reste sourd au bien-fondé des revendications du collectif, mettant à mal le projet de développement amorcé depuis plusieurs années.

Les démarches réitérées auprès de différents responsables, de la ministre de la Santé, n'aboutissant pas, en tant qu'élu-e-s de la République, nous demandons solennellement et en urgence, au président de la République, François Hollande, de recevoir une délégation de la Maternité des Lilas. Monsieur Hollande s'était d'ailleurs engagé au maintien de la Maternité des Lilas le 8 mars 2012, lors de la campagne présidentielle.

Dans un département sinistré du point de vue des structures médicales, la Maternité des Lilas doit rester et vivre aux Lilas !

LES SIGNATAIRES

Laurence COHEN, sénatrice du Val-de-Marne (CRC) et conseillère régionale Ile-de-France (PCF-FDG)

Françoise ABDERIDE, conseillère municipale de Stains (PCF-FDG)

Leila AICHI, sénatrice de Paris (EELV)

Sylvie ALTMAN, conseillère régionale d'Ile-de-France et Maire de Villeneuve-Saint-Georges (PCF-FDG)

Alain AMEDRO, vice-président Aménagement du territoire (EELV) Conseil régional Ile-de-France

Kalliopi ANGO LA, sénatrice des Français établis hors de France (EELV)

Aline ARCHIMBAUD, sénatrice de Seine-Saint-Denis (EELV)

François ASENSI, député de Seine-Saint-Denis (GDR)

Eliane ASSASSI, sénatrice de Seine-Saint-Denis (CRC)

Isabelle ATTARD, députée du Calvados (EELV)

Dominique ATTIA, conseillère municipale de Montreuil, Présidente du groupe (PCF-FASE)

Sylvia BADOUX, maire-adjointe de Bondy (PCF-FDG)

Bally BAGAYOKO, vice-président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis et maire-adjoint de Saint-Denis, (FDG)

Caroline BARDOT, conseillère régionale d'Ile-de-France, Conseillère Municipale de Nanterre (PCF-FDG)

Francine BAVAY, conseillère Régionale (EELV) d'Ile-de-France

Julien BAYOU, conseiller régional (EELV)

Pascal BEAUDET, conseiller général de la Seine-Saint-Denis et conseiller municipal d'Aubervilliers (PCF-FDG)

Emmanuelle BECKER, conseillère de Paris (PCF-FDG)

Belaïde BEDREDDINE, conseiller général de la Seine-Saint-Denis, Montreuil (PCF-FDG)

Stéphane BELTRAN, conseiller municipal de Montreuil (FASE-FDG)

Tarek BEN HIBA, conseiller régional d'Ile-de-France (FASE-FDG)

Esther BENBASSA, sénatrice du Val-de-Marne (EELV)

Murielle BENS Aid, conseillère municipale de Montreuil (FASE-FDG)



Maternité des Lilas : les signataires

Josiane BERNARD, vice-présidente du Conseil général de la Seine-Saint-Denis (PCF-FDG), conseillère municipale de Bagnolet (PCF-FDG)

Patrice BESSAC, conseiller régional (PCF-FDG)

Hélène BIDARD, conseillère de Paris (PCF-FDG)

Michel BILLOUT, sénateur de Seine-et-Marne (CRC)

Françoise BITATSI-TRACHET, conseillère municipale de Livry Gargan (PCF-FDG)

Marie BLANDIN, sénatrice du Nord (EELV)

Charlotte BLANDIOT-FARIDE, conseillère régionale d'Ile-de-France (PCF-FDG)

Michel BOCK, conseiller Régional (EELV) Ile-de-France

Michèle BONNETON, députée de l'Isère (EELV)

Corinne BOUCHOUX, sénatrice du Maine et Loire (EELV)

Michel BOURGAIN, maire de L'Ile-Saint-Denis (EELV)

Jacques BOURGOIN, conseiller général des Hauts-de-Seine, maire de Gennevilliers (PCF-FDG)

Soumya BOUROUAHA, maire-adjointe de La Courneuve (SE)

Jean BRAFMAN, ancien conseiller régional d'Ile-de-France (FASE-FDG)

Hervé BRAMY, conseiller général de la Seine-Saint-Denis et Maire-adjoint du Blanc-Mesnil (PCF-FDG)

Patrick BRAOUEZEC, président de l'agglomération Plaine Commune et membre honoraire du Parlement (FASE-FDG)

Marie-Georges BUFFET, députée de Seine-Saint-Denis (GDR)

Corinne CADAYS-DELHOMME, maire-adjointe de La Courneuve (PCF-FDG)

Philippe CAMO, conseiller régional d'Ile-de-France, maire-adjoint de Brétigny-sur-Orge (PCF-FDG)

Diven CASARINI, conseiller municipal de Bobigny (Bobigny pour tous)

Josiane COMET, conseillère municipale de Saint-Denis (PCF-FDG)

Eric COQUEREL, conseiller régional IDF, (PG-FDG)

Alexis CORBIERE, conseiller de Paris, (PG-FDG)

Ronan DANTEC, sénateur de la Loire Atlantique (EELV)

Annie DAVID, sénatrice de l'Isère (CRC)

Malika DJERBOUA, maire-adjointe Les Lilas (PCF-FDG)

François DELAPIERRE, conseiller régional IDF, (PG-FDG)

Meriem DERKAOUI, conseillère municipale d'Aubervilliers (PCF-FDG)

Jean DESSESSARD, sénateur de Paris (EELV)

Augusta EPANAYA, Du courage à gauche pour Pantin (PCF-FDG)

Christian FAVIER, sénateur du Val-de-Marne (CRC) et président du Conseil général du Val de Marne

Jacqueline FRAYSSE, députée des Hauts-de-Seine (GDR)

Gilles GARNIER, conseiller général Délégué de la Seine-Saint-Denis, conseiller municipal de Noisy-le-Sec (PCF-FDG)

Asma GASRI, maire-adjointe de Romainville (Mouvement de la gauche citoyenne)

André GATTOLIN, sénateur des Hauts-de-Seine (EELV)

Brigitte GONTHIER-MAURIN, sénatrice des Hauts-de-Seine(CRC) et présidente de la délégation Droits des femmes

Ziad GOUDJIL, conseiller régional (EELV) Ile-de-France

Laurence GRARE, conseillère municipale d'Aubervilliers (PCF-FDG)

Daniel GUIRAUD, maire des Lilas (PS)

Danielle HAENN, maire-adjointe de La Courneuve (PCF-FDG)

Razzy HAMMADI, député de Seine-Saint Denis (PS)

Florence HAYE, conseillère générale de la Seine-Saint-Denis et première adjointe au maire de Saint-Denis (PCF-FDG)

Jean-Pierre HENRY, Du courage à gauche pour Pantin (PCF-FDG)

Serge HERRERO, conseiller municipal de La Courneuve (PCF-FDG)

Zahia ICHOU, maire-adjointe du Blanc-Mesnil en charge de l'action féministe (PCF-FDG)

Joseph IRANI, maire-adjoint de La Courneuve (SE)

Muguette JACQUAIN, conseillère municipale de La Courneuve (PCF-FDG)

Eva JOLY, députée européenne (EELV)

Jean-Jacques KARMAN, conseiller général de la Seine-Saint-Denis et conseiller municipal d'Aubervilliers (PCF-FDG)

Djeneba KEITA, conseillère régionale d'Ile-de-France (PCF-FDG)

Razika KERCHOUNI, conseillère municipale de La Courneuve (PCF-FDG)

Bariza KHIARI, sénatrice de Paris (PS)

Joël LABBE, sénateur du Morbihan (EELV)

Pascale LABBE, conseillère municipale de Noisy-le-Sec (PCF-FDG)

François LABROILLE, conseiller régional d'Ile-de-France (FASE-FDG)

Fatima LALEM, maire-adjointe de Paris (PS)

Pierre LAPORTE, vice-président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis et adjoint au maire de Tremblay-en-France (FASE-FDG)

Patricia LATOUR, conseillère municipale d'Aubervilliers (PCF-FDG)





activité unitaire

Maternité des Lilas : les signataires

Pierre LAURENT, secrétaire national du PCF, sénateur de Paris (CRC) et conseiller régional d'Ile-de-France

Laure LECHATTELLIER, vice-présidente Santé (EELV) au Conseil régional Ile-de-France

Patrice LECLERC, conseiller général des Hauts-de-Seine (PCF-FDG)

Jean-Paul LE GLOU, conseiller municipal de Stains (PCF-FDG)

Pascale LE NEOUANNIC, conseillère régionale IDF, (PG-FDG)

Hélène LIPIETZ, sénatrice de Seine-et-Marne (EELV)

Rachid MAIZA, maire-adjoint de La Courneuve (PCF-FDG)

Céline MALAISE, conseillère régionale d'Ile-de-France (GU-FDG)

Georges MALASSET, conseiller municipal de Clichy-sous-Bois (PCF-FDG)

Frédéric MALONGA, conseiller municipal de Villetaneuse (PCF-FDG)

Elisa MARTIN, conseillère régionale de Rhône-Alpes, (PG-FDG)

Gabriel MASSOU, président du groupe Front de gauche-PCF-GU-AC au Conseil régional d'Ile-de-France

Caroline MECARY, conseillère Régionale (EELV) d'Ile-de-France

Jean-Pierre MERCADAL, conseiller municipal de Rosny-sous-Bois (PCF-FDG)

Michelle MEUNIER, sénatrice de la Loire Atlantique (PS)

Didier MIGNOT, maire du Blanc-Mesnil (PCF-FDG)

Amina MOUIGNI, maire-adjointe à la santé de La Courneuve (PCF-FDG)

Jean-Charles NEGRE, vice-président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis (PCF-FDG)

Hocine NESSAH, conseiller municipal de L'Ile-Saint-Denis

Julie NOUVION, conseillère régionale (EELV) Ile-de-France

Clément ORTEGA-PELETTIER, conseiller régional d'Ile-de-France (PCF-FDG)

Laurence PACHE, conseillère régionale du Limousin (Terre de Gauche)

Laurent PAGNIER, conseiller municipal de Romainville (PCF-FDG)

Didier PAILLARD, maire de Saint-Denis (PCF-FDG)

Francis PARNY, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France (PCF-FDG)

Anne-Laure PEREZ-VALENTIN, conseillère municipale de Gennevilliers (PCF-FDG)

Stéphane PEU, président de Plaine commune Habitat et adjoint au maire de Saint-Denis (PCF-FDG)

Jean-Vincent PLACE, sénateur de l'Essonne (EELV)

Gilles POUX, maire de La Courneuve (PCF-FDG)

Juliette PRADOS, conseillère municipale de Montreuil (PCF-FDG)

Marie-Jeanne QUERUEL, maire-adjointe d'Aulnay-sous-Bois (PCF-FDG)

Sophie RENARD, conseillère régionale (EELV) Ile-de-France

Nabiha REZKALLA, première adjointe au maire de la Courneuve (PCF)

Catherine RIBES, conseillère régionale (EELV) Ile-de-France

Daniel RIGAULT, conseiller municipal d'Epinay-sur-Seine (PCF)

Gilbert ROGER, sénateur de Seine-Saint-Denis (PS)

Jacqueline ROUILLON, conseillère générale de la Seine-Saint-Denis et maire de Saint-Ouen (FASE-FDG)

Jean-Louis ROUMEGAS, député de l'Hérault (EELV)

Abdel SADI, conseiller général de la Seine-Saint-Denis et adjoint au maire de Bobigny, apparenté PCF

Laurent SANTOIRE, conseiller municipal de La Courneuve (PCF-FDG)

Mounir SATOURI, président du groupe EELV-Conseil régional Ile-de-France

Laurence SAUVAGE, conseillère régionale du Nord Pas-de-Calais, (PG- FDG))

Ghislaine SENE, conseillère Régionale (EELV) Ile-de-France, maire d'Evquemont (78)

Jean-Jacques SEREY, conseiller municipal de Montreuil (PCF-FDG)

Danielle SIMMONET, conseillère de Paris (PG-FDG))

Azzedine TAIBI, vice-président du Conseil général de Seine-Saint-Denis et maire-adjoint de Stains (PCF-FDG)

Muriel TENDRON-FAYT, maire-adjointe de La Courneuve et vice-présidente de Plaine commune (PCF-FDG)

Aissa TERCHI, conseiller municipal de Clichy, (PG-FDG))

Mackendie TOUPOUSSANT, Du courage à gauche pour Pantin (PCF et partenaires)

Laura TREMEL, conseillère municipale de Villetaneuse (PCF)

Stéphane TROUSSEL, président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis

David VADILLO, premier-adjoint au maire de Blanc-Mesnil (PCF-FDG)

Corinne VALLS, maire de Romainville et vice-présidente du Conseil général de la Seine-Saint-Denis (DVG)

Patrick VASSALLO, conseiller municipal de Saint-Denis (PCF-FDG)

Catherine VIEU-CHARIER, maire-adjointe de Paris, conseillère de Paris (PCF-FDG)

Henriette ZOGHEBI, vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France (PCF-FDG)

Sous la direction de Laurence Cohen

Et si les femmes révolutionnaient le travail ?

Auditions de la Fondation Gabriel Péri

MAI-DÉCEMBRE 2012

Un ouvrage qui porte sur les inégalités professionnelles. Il repose sur l'engagement d'un groupe de travail issu de la commission nationale « Droits des femmes/féminisme » et de la Fondation Gabriel Péri.

Les inégalités professionnelles que subissent les femmes sont loin d'être marginales et elles se retrouvent à tous les niveaux de la société, notamment dans la sphère professionnelle et sont particulièrement justifiées par le rôle social qui leur est attribué .

Les différentes auditions nous éclairent sur le mécanisme bien rodé des inégalités femmes/hommes et démontrent du même coup que toutes améliorations des conditions de vie des femmes, dans l'entreprise, dans le foyer, comme dans la sphère publique et politique, sont porteuses de changement pour la société toute entière.

cette brochure est donc une aide précieuse dans les actions que nous avons à décider elle est à votre disposition, n'hésitez pas à en prendre connaissance

eackermann@pcf.fr

60 ANS, LA BELLE VIE!



LES FEMMES AUSSI PEUVENT OSER...
MAIS POUR AUTANT, EST-CE QUE
ÇA FAIT AVANCER L'ÉGALITÉ?
TRÈS BONNE ANNÉE 2014 DE CONQUÊTES
SOCIALES ET D'AVANCÉES FÉMINISTES.

CALENDRIER PERPÉTUEL CONSACRÉ AUX FEMMES

Empreintes d'elles

Françoise Bontoux et ses ami-e-s ont réalisé un calendrier perpétuel qui comprend 366 portraits dont 354 de femmes et 12 d'hommes. Il se veut une promenade à travers les continents, les âges et la diversité des femmes.

Au fil de leur lecture, elles et ils ont découvert des femmes extraordinaires, célèbres ou méconnues. Nombre d'entre elles ont été empêchées d'exercer leur talent parce que nées femmes et qu'elles ont fait fi des codes féminins. Ainsi, de Lucy, notre ancêtre, née en terre d'Afrique à des femmes d'aujourd'hui, elles et ils ont sélectionné celles qui ont fait avancer les droits humains, ont résisté, lutté, fait rêver. Qu'elles soient politiques,

artistes, sportives, scientifiques, Prix Nobel, écrivaines, pionnières, mythes, symboles, résistantes d'hier et d'aujourd'hui, elles témoignent avec 12 hommes féministes de la grande marche du féminisme.

Pour de plus amples renseignements ou pour vous procurer cette petite merveille de témoignages féministes, vous pouvez vous adresser à :

empreintesdelles@laposte.fr

Françoise Bontoux, ex-collaboratrice, durant plusieurs années, de la commission *Droits des femmes* » du PCF

